

## **POLE D'EQUILIBRE TERRITORIAL ET RURAL TERNOIS 7 VALLEES**

### **PROCES-VERBAL DU COMITE SYNDICAL DU JEUDI 28 JANVIER 2021**

L'an Deux Mille Vingt Un, Le Vingt Huit Janvier, à quatorze heures, les membres du Comité Syndical du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Ternois 7 Vallées (*cf. feuille d'émargement annexée au présent procès-verbal*) se sont réunis pour une séance publique, au Pôle de Vie Communal, 8 route de Saint Pol à Croisette, après convocation légale en date du Vingt Janvier Deux Mille Vingt Un, qui leur a été adressée par Monsieur Claude BACHELET, Président du PETR Ternois 7 Vallées.

Monsieur Bachelet rappelle l'ordre du jour de la séance :

- Délibération rectificative de la délibération n°2020/24 du 14 septembre 2020 portant sur la création d'une Commission d'Appel d'Offres et la désignation des membres
- Délibération relative à la prescription d'une déclaration de projet sur l'intérêt général relatif au développement de l'entreprise INGREDIA à l'Est de la zone d'activités économiques Nord de la commune de Saint-Pol-sur-Ternoise, portant mise en compatibilité du SCOT du Pays du Ternois
- Délibération portant sur la candidature du PETR Ternois 7 Vallées à l'appel à projet « Mise en œuvre de Guichets Uniques de l'Habitat en Région Hauts-de-France »
- Présentation du projet de Plan Climat Air Energie Territorial
- Questions diverses

Avant de commencer cette séance, Monsieur Bachelet rend hommage à Monsieur Olivier Delbé, membre du comité, décédé la veille brutalement et demande à l'assemblée de se lever et d'observer quelques instants de silence.

Le Procès-verbal du Comité Syndical du 14 Septembre 2020 est approuvé à l'unanimité par les membres.

Monsieur François Douay est nommé secrétaire de séance.

**DELIBERATION RECTIFICATIVE DE LA DELIBERATION n° 2020/24 du 14 SEPTEMBRE 2020 PORTANT SUR LA CREATION DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES ET DESIGNATION DES MEMBRES**

Le président précise que la délibération n°2020/24 du 14 septembre 2020 relative à la création de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) du PETR et à la désignation de ses membres, a fait l'objet d'observations par courrier de la Préfecture du Pas-de-Calais en date du 19 octobre 2020 et nécessite une rectification.

En effet, les règles de composition de la CAO ont été alignées sur celles des commissions de délégation de service public. Au regard de l'article L1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales applicable en la matière, la Présidence de la CAO est assurée par l'autorité habilitée à signer les marchés ou son représentant.

Cette compétence a été déléguée au Président du PETR lors de la réunion du Comité Syndical du 14 septembre 2020, qui n'avait donc pas à se présenter à l'élection.

Par ailleurs, il revient au Président du PETR, et non au Comité Syndical, de déléguer, par arrêté, son représentant en cas d'absence, à un autre membre du Comité Syndical, qui ne peut être un membre de la CAO.

Compte-tenu de ces éléments, il est proposé de rectifier la délibération du 14 septembre 2020 comme suit, à compter du 5ème paragraphe :

« A l'issue du vote, sont déclarés élus, à l'unanimité :

**TITULAIRES**

Daniel MONTEL

Serge GOTTERAND

Etienne PERIN

Dominique COQUET

Jean-Claude DARQUE

**SUPPLEANTS**

Johann DELARCHE

Philippe LEJOSNE

Marie Claude PAGERIE

Caroline CUSSAC

Par ailleurs, il est rappelé que M. Claude BACHELET, ayant reçu délégation du Comité Syndical par délibération en date du 14 septembre 2020 pour assurer la présidence de la Commission d'Appel d'Offres du PETR Ternois 7 Vallées, désignera par arrêté son représentant en cas d'absence ».

**LE CONSEIL SYNDICAL :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

CONSIDERANT le courrier d'observations de la Préfecture du Pas-de-Calais concernant la délibération du 2020/24 du 14 septembre 2020 relative à la création de la Commission d'Appel d'Offres et la désignation de ses membres ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés,

## RECTIFIE :

La délibération n°2020/24 du 14 septembre 2020 comme suit, à compter du 5ème paragraphe :

« A l'issue du vote, sont déclarés élus, à l'unanimité :

### TITULAIRES

Daniel MONTEL

Serge GOTTERAND

Etienne PERIN

Dominique COQUET

Jean-Claude DARQUE

### SUPPLEANTS

Johann DELARCHE

Philippe LEJOSNE

Marie Claude PAGERIE

Caroline CUSSAC

Par ailleurs, il est rappelé que M. Claude BACHELET, ayant reçu délégation du Comité Syndical par délibération en date du 14 septembre 2020 pour assurer la présidence de la Commission d'Appel d'Offres du PETR Ternois 7 Vallées, désignera par arrêté son représentant en cas d'absence

### **DELIBERATION relative à la prescription d'une déclaration de projet sur l'intérêt général relatif au développement de l'entreprise INGREDIA à l'Est de la zone d'activités économiques Nord de la commune de Saint-Pol-sur-Ternoise, portant mise en compatibilité du SCOT du Pays du Ternois**

Vu les lois et notamment :

- La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au Renouveau Urbain ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) dite loi Grenelle II ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 dite « loi pour l'Accès au Logement et en urbanisme Rénové » (ALUR) ;
- Le code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.143-44 et L.143-50 ;
- Le code de l'environnement et notamment l'article L126.1 ;
- La délibération du 7 avril 2016 du Syndicat Mixte du SCOT du Pays du Ternois approuvant le SCOT du Pays du Ternois ;
- L'arrêté préfectoral du 8 juin 2017 portant transformation du Syndicat Mixte du SCOT du Pays du Ternois en Pôle d'Equilibre Territorial et Rural ainsi que les arrêtés modificatifs ;

Le Président du PETR Ternois 7 Vallées assistée de Madame Emilie Sarapata de l'agence URBYSOM, présente les motifs de recours à la procédure de déclaration de projet pour la mise en compatibilité du SCOT du Pays du Ternois :

- Dans le cadre de l'élaboration du PLU de la commune de St-Pol-sur-Ternoise menée par la Communauté de Communes du Ternois, la société Ingrédia située à Saint-Pol-sur-Ternoise a émis le souhait de s'agrandir sur une superficie supérieure à celle préconisée dans le SCOT.
- Cet agrandissement est indispensable pour maintenir les activités de cette société majeure du Ternois (activité agroalimentaire travaillant pour les producteurs laitiers locaux).

- L'évolution du PLU de Saint-Pol-sur-Ternoise est contraint par le SCOT du Pays du Ternois qui au moment de sa rédaction avait évalué les besoins de l'entreprise Ingrédia à 5 hectares, or le PLU doit être compatible avec le SCOT.
- Une procédure de déclaration de projet doit être engagée pour permettre l'émergence du projet d'extension d'intérêt général ayant des contraintes de réalisation en termes de délais puisqu'il s'agit de projets privés ayant un impact important sur le maintien et le développement d'emploi locaux.
- La vocation de la zone créée sera économique et en cohérence avec les zones d'activités existantes sur le territoire de Saint-Pol-sur-Ternoise.

Après cette présentation, la parole est laissée aux membres du Comité.

Monsieur Bocquillon, par ailleurs membre élu de la Chambre d'Agriculture du Nord Pas de Calais, souhaite faire remarquer que le projet se situant sur des terrains agricoles, il est indispensable d'appliquer la réglementation en matière d'étude d'occupation de ces terrains notamment au travers de la norme « ERC » Eviter, Réduire, Compenser.

Sur ce point, Madame Sarapata du Bureau d'études Urbycom répond que toutes les études nécessaires à la mise en place du projet et en particulier sur l'occupation de ces terrains ont été réalisées depuis plusieurs mois.

Monsieur Marc Bridoux prend ensuite la parole en tant que Président de la Communauté de Communes du Ternois afin de préciser que, d'une part, les terrains visés sont la propriété d'INGREDIA et que cette problématique a été soulevée lors des concertations engagées depuis juillet 2020. Il précise qu'une solution a été trouvée pour compenser les pertes de ces terres par le biais de TernoisCom qui a en effet acquis 12 hectares de terre sur une autre parcelle. Ce projet d'extension de l'activité d'INGREDIA, source de nombreux emplois mais aussi de savoirs faire nouveaux avec la fabrication de nouveaux produits exportés dans le monde entier, amène l'entreprise à se développer et à étendre son bâti sur le même site de production.

Monsieur Bachelet ajoute que ce projet d'INGREDIA concerne aussi le monde agricole par la transformation des produits agricoles et que l'étude qui a été menée sur le projet met bien en exergue les atouts mais aussi les besoins de la société INGREDIA de maintenir et performer son activité qui est nécessaire à son maintien sur le territoire, même s'il ajoute comprendre les inquiétudes vis-à-vis de la consommation foncière des terrains agricoles.

Monsieur Massart, en tant que salarié de la société INGREDIA tient à rappeler et à insister sur le fait que ces projets contribuent au développement économique du territoire et au maintien et à la création d'emplois du secteur agro alimentaire ainsi qu'au rayonnement du territoire.

Monsieur Bridoux reprend la parole pour ajouter que la zone d'activité agroalimentaire de Saint Pol sur Ternoise est en plein développement et que plusieurs projets sont à l'étude (Herta, Bigard...) afin de développer cette activité qui est source d'emplois.

Au vu des éléments présentés, Monsieur le Président demande aux membres du Conseil Syndical de se prononcer sur la prescription d'une déclaration de projet sur l'intérêt général relatif au développement de l'entreprise Ingrédia à l'Est de la zone d'activités économiques Nord de la commune de Saint-Pol-sur-Ternoise, portant mise en compatibilité du SCOT du Pays du Ternois.

## **LE CONSEIL SYNDICAL :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir débattu,

APRES en avoir délibéré et à la majorité des membres présents ou représentés à savoir sur 26 votants, 23 voix pour, 3 abstentions et 0 contre,

### **DECIDE :**

- De se prononcer sur l'intérêt général de l'extension sur une dizaine d'hectares de l'entreprise INGREDIA de Saint-Pol-sur-Ternoise ;
- De prescrire la procédure de déclaration de projet sur l'intérêt général relatif au développement de l'entreprise INGREDIA à l'Est de la zone d'activités économiques Nord de la commune de Saint-Pol-sur-Ternoise, portant mise en compatibilité du SCOT du Pays du Ternois ;
- Que la concertation sera mise en œuvre selon les modalités suivantes :
  - Mise à disposition au siège du PETR et en mairie de Saint-Pol-sur-Ternoise d'un dossier comportant les éléments d'étude tout au long de la réflexion engagée ;
  - Mise à disposition au siège du PETR et en mairie de Saint-Pol-sur-Ternoise d'un registre servant à recueillir par écrit les remarques ;
- D'autoriser l'engagement de toute étude nécessaire à la réalisation de la procédure susvisée ;
- D'autoriser le Président à signer tout acte et à prendre toute disposition nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération ;

La présente délibération sera notifiée :

- Au président de la Communauté de Communes du Ternois,
- A Monsieur le Préfet de Région, Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais et Messieurs les Sous-Préfet de l'arrondissement d'Arras et de Montreuil-sur-Mer,
- Aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Départemental,
- Aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat et de la Chambre d'Agriculture,
- Aux EPCI limitrophes,
- A Monsieur le Maire de Saint-Pol sur Ternoise.

Conformément aux articles R.143-14 et R.143-15 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural et dans la mairie de Saint-Pol-sur-Ternoise durant un mois et d'une mention dans au moins un journal diffusé dans le département.

## **DELIBERATION PORTANT SUR LA CANDIDATURE DU PETR TERNOIS 7 VALLEES A L'APPEL A PROJET « MISE EN ŒUVRE DE GUICHETS UNIQUES DE L'HABITAT EN REGION HAUTS DE FRANCE »**

Monsieur le Président rappelle aux membres du Comité Syndical que la Région Hauts-de-France, en collaboration avec la DREAL et l'ADEME, a lancé depuis 2019 un appel à projets pour la « Mise en place de Guichets Uniques de l'Habitat en Région Hauts-de-France ».

Après avoir informé par ailleurs qu'un recrutement d'un conseiller en énergie sur le territoire était en cours suite au départ de Monsieur Lionel Camus, il passe la parole à Monsieur Decoupigny pour qu'il présente cet appel à projet.

Via cet appel à projets, reconduit annuellement, le Conseil régional Hauts-de-France, la DREAL et l'ADEME souhaitent accompagner les territoires volontaires pour la mise en œuvre d'un guichet unique de l'habitat, lieu unique d'information des habitants dans leurs projets de rénovation de logement.

Conformément à l'article 22 de la Loi TECV, le Guichet unique de l'habitat assure à minima une mission d'accueil, d'information et de conseil de l'habitant. Les conseils fournis sont personnalisés, gratuits et indépendants. Ces guichets uniques peuvent, de manière optionnelle ou dans un deuxième temps, favoriser la mobilisation des professionnels et du secteur bancaire.

En contrepartie de l'engagement d'un territoire de projet (EPCI, groupement d'EPCI, Syndicat Mixte) dans la mise en œuvre d'un Guichet unique de l'habitat, la Région Hauts-de-France, la DREAL et l'ADEME, s'engagent à assurer un accompagnement technique :

- Mise en réseau et partage d'expérience,
- Mise à disposition d'outils favorisant la massification de la rénovation des logements privés (outils numériques de suivi, Passeport énergétique du logement, Simul'aides ...),
- Accompagnement des ménages via la régie régionale du Service Public de l'Efficacité Energétique,
- Mobilisation de financements (aides ANAH, aide régionale à la rénovation énergétique des logements, caisse d'avance, programme SARE, CEE, ...),
- Partenariats régionaux avec les acteurs publics et privés de la rénovation des logements (Anah, Action Logement, Procvivis, CD2E, FFB, Capeb, Scop BTP, ...).

Monsieur le Président rappelle que, dans ce cadre, une première candidature, déposée par la Communauté de Communes du Ternois en 2019, avait été retenue en tant que lauréate de l'appel à projets régional.

Par ailleurs, l'année 2020 a été marquée par un renforcement des politiques communes engagées par les Communautés de Communes du Ternois et des 7 Vallées, en faveur de la rénovation énergétique du logement, s'inscrivant plus largement dans le cadre d'une transition énergétique et écologique du territoire, avec l'appui du PETR Ternois 7 Vallées (mise en œuvre au 1er janvier 2020 d'un Espace Infos Energie commun aux deux EPCI, élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) d'échelle PETR, coordination des deux OPAH de Revitalisation Rurale 2019-2024...).

Au vu de ces éléments, il apparaît pertinent d'engager le dépôt d'une nouvelle candidature commune aux deux territoires, portée par le PETR Ternois 7 Vallées.

Le projet proposé permettra d'engager la mise en œuvre des missions de Niveau 1 du Guichet Unique (accueil, information et conseil des habitants) sur le périmètre du PETR, via la valorisation et le renforcement de l'accompagnement du Conseiller FAIRE déjà présent sur le territoire, et l'organisation

d'une mission d'accueil et d'orientation sur toutes les dimensions de l'Habitat (rénovation, action sociale, conseil juridique...), s'appuyant sur les services existants.

Par ailleurs, en lien avec la montée en puissance des politiques engagées par le PETR, sur le PCAET notamment, des missions de Niveau 2 pourront être développées, visant la mobilisation des acteurs de l'immobilier et de la construction, en vue de structurer une offre globale de rénovation écologique et performante (animations/formations visant la montée en compétences des professionnels, développement des filières locales de matériaux biosourcés, valorisation du marché local de rénovation énergétique...).

Une mission de coordination spécifique pourra être définie dans ce cadre, en lien avec la montée en charge du Guichet Unique de l'Habitat.

Madame Gaillard souhaite des précisions sur le rôle du conseiller FAIRE afin de savoir s'il aurait en charge d'aider les demandeurs au montage de leur dossier de demande de financement.

Monsieur Bachelet répond que les missions du conseiller restent à définir mais qu'il a avant tout un rôle de conseil.

Monsieur Decoupigny ajoute que le conseiller aura aussi un rôle d'accompagnement mais plus technique et que l'accompagnement spécifique au montage et suivi de dossier de subvention est aussi délégué à des partenaires extérieurs (Citémétrie pour l'ANAH...). Le conseiller FAIRE a lui, une place en amont de ces partenaires afin d'orienter les demandeurs vers les demandes d'aide éligibles à leur projet.

Monsieur Melin prend la parole et explique l'importance d'un conseiller en énergie plus généraliste sur le territoire afin d'orienter rapidement et efficacement les personnes. Il rapporte une expérience personnelle vécue où les informations ont été compliquées à obtenir sans correspondant direct.

Messieurs Rojo et Decoupigny observent aussi qu'INHARI opère une restructuration interne qui va venir reconsidérer le rôle de ses conseillers et qui leur donneront donc de nouveaux objectifs quantifiés qui justifieraient qu'il n'aurait plus le temps d'accompagner autant les personnes que dans le passé.

Pour l'heure, un relais téléphonique devrait être mis en place pour pallier à la période de vacance d'un conseiller FAIRE sur le territoire avant l'arrivée d'un nouvel agent en cours de recrutement.

Monsieur Gotterand souhaite exprimer que cette thématique reste très complexe à appréhender pour les maires de petites communes et note que les sujets sur lesquels le PETR a à débattre sont difficiles à apprivoiser.

Messieurs Bachelet et Decoupigny répondent que le Guichet unique de l'Habitat est justement là pour simplifier toute la complexité des nombreuses aides disponibles à la rénovation énergétique de l'habitat en apportant une aide de proximité sur le territoire où il y a une forte demande en terme de rénovation de l'habitat.

Au vu des éléments présentés, Monsieur le Président demande aux membres du Conseil Syndical de bien vouloir en délibérer ;

#### **LE CONSEIL SYNDICAL :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir débattu,

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés

## **DECIDE :**

- D'approuver la candidature du Pôle d'Equilibre Territorial Ternois 7 Vallées dans le cadre de l'appel à projet régional 2020 du Guichet Unique de l'Habitat ;
- D'autoriser le Président à déposer le dossier de candidature correspondant auprès de la Région Hauts-de-France ;
- D'autoriser le Président à signer tout document se rapportant à cette décision.

## **PRESENTATION du projet de Plan Climat Air Energie Territorial**

Maxence ROJO, Chargé de Mission Plan Climat présente l'état d'avancement et les prochaines étapes de la procédure d'élaboration du Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET).

Pour rappel, la loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte d'août 2015 oblige les EPCI de plus de 20 000 habitants, au 1er janvier 2017, à se doter d'un document stratégique et opérationnel sur les thématiques Climat, Air et Energie. Cette stratégie vise à :

- Limiter ses émissions de Gaz à Effet de Serre,
- Diminuer ses consommations énergétiques,
- Réduire ses émissions de particules fines,
- Utiliser des énergies renouvelables et locales,
- Et adapter le territoire aux effets du changement climatique.

Le PCAET doit :

- faire l'objet d'une évaluation environnementale, en application de l'article R.122-17 du code de l'environnement ;
- prendre en compte le SCoT ;
- être compatible avec le Plan de Protection de l'Atmosphère, avec le Schéma Régional Climat Air Énergie en attendant l'introduction en droit du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires ;
- faire l'objet d'une évaluation à mi-parcours après 3 ans de mise en œuvre ;
- être révisé tous les 6 ans.

Par délibération du Comité Syndical du 10 avril 2018 et délibérations concordantes de Ternois Com et 7 Vallées Comm, les compétences du PETR Ternois 7 Vallées ont été étendues à l'élaboration d'un Plan Climat Air Energie territorial (PCAET).

La démarche lancée fin 2018 et confiée au bureau d'étude AUDICCE, a permis de présenter un diagnostic territorial au premier semestre 2019. Le second semestre 2019 a été consacré à l'élaboration de la stratégie avec les habitants, les associations et les élus. Dans ce cadre, une concertation publique a été organisée. Celle-ci a été l'occasion pour le PETR d'initier une démarche de dialogue social territorial autour d'enjeux actuels et futurs.

Plusieurs ateliers portant sur la définition des axes stratégiques du PCAET ont été mis en place avec les élus des deux territoires au premier semestre 2020, et un Comité de Pilotage du PCAET réuni le 19 mai 2020 a permis de valider les orientations stratégiques du document. Celles-ci s'articulent autour de 5 axes :



- AXE 1 : *L'agriculture, moteur de la transition écologique et de l'adaptation au changement climatique*
- AXE 2 : *Des mobilités durables pour le territoire*
- AXE 3 : *Un développement économique du territoire en adéquation avec la transition énergétique et écologique*
- AXE 4 : *Intégrer la transition écologique et énergétique dans l'aménagement du territoire*
- AXE 5 : *Un territoire 100% renouvelable*

Ce dernier axe reprend les résultats et objectifs des Etudes de Programmation et de Planification Energétique (EPE) engagées par Ternois Com et 7 Vallées Comm. Ces études visent à définir un plan d'actions permettant de répondre aux objectifs de réduction des consommations énergétiques et de développement des énergies renouvelables (méthanisation, solaire thermique et photovoltaïque, biomasse, repowering éolien, géothermie...)

Au cours du second semestre 2020 un travail de définition du programme d'actions a été engagé avec les partenaires techniques du projet, qui a abouti à l'élaboration d'une proposition intégrant une trentaine d'actions structurantes autour des axes précités.

Ce travail, présenté en Bureau PETR du 30 novembre 2020, propose des ambitions d'engagement à l'échelle du PETR pour la mise en œuvre de l'ensemble du programme à hauteur de 3M€ sur 6 ans. Une priorisation des actions par les élus est sollicitée afin d'établir un arrêt de projet du PCAET au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, en vue d'une consultation des partenaires.

Il est précisé que le portage des actions du PCAET pourra être réparti selon une maîtrise d'ouvrage partagée, entre le PETR, les EPCI et partenaires volontaires du projet. De même les modalités d'animation, de coordination et d'évaluation du Plan Climat seront définies avec les différentes parties prenantes, dans le cadre de la finalisation du programme d'actions.

A l'issue de cette présentation, Monsieur Rojo invite les membres à réfléchir au positionnement stratégique et financier qu'il souhaitent mettre en place sur leur territoire concernant les axes de ce Plan Climat. Un document de travail de priorisation des axes présentés est distribué à chaque membre afin que ceux qui ne l'ont pas encore fait puisse se positionner sur le sujet.

Monsieur Bridoux précise que l'Etat prépare les Contrats de Relance et de Transition Ecologique et demande par arrondissement de présenter leurs projets à ce sujet. Il semble donc prématuré de se positionner clairement sur une enveloppe à allouer dans le cadre du Plan Climat dans l'attente des conclusions de ce plan de relance. Une préparation des projets est donc nécessaire mais la convention n'étant signée qu'au mois de juin prochain, une réponse ne pourra être apportée immédiatement pour le Ternois à ce sujet. Ce plan d'actions sera alors mis en œuvre par les EPCI chacun sur son territoire.

Monsieur Bachelet précise que ce Plan Climat est une feuille de route pour les 6 prochaines années à venir mais qu'il est amené à se décliner dans les différentes thématiques en fonction de la volonté de chaque EPCI et qu'il sera forcément amené à évoluer avec le temps. Les prochaines semaines seront importantes afin que les commissions du PETR puissent s'accaparer de leurs thématiques propres et réfléchir sur les actions qui découleront de ce Plan dont les enjeux climatiques pour le territoire sont majeurs. D'où la nécessité que chacun puisse se positionner sur la priorisation des axes pour une mise en place de ce Plan sur le territoire.

Monsieur Perin tient à rappeler que le Plan Climat est un travail important de 2 ans qui permet une certaine visibilité des actions à mettre en place sur le territoire et qu'il serait dommage de laisser ce Plan à l'état de

projet en attendant de potentielles aides de l'Etat sur le sujet mais qu'une volonté d'investissement des collectivités est nécessaire à sa réussite. Il rappelle aussi que le Plan Climat a été voulu au niveau du PETR et qu'il a vocation aussi à se décliner sur certains points à son échelle avec des actions communes aux deux Communautés de Communes.

Monsieur Rojo ajoute que la réussite de ce Plan réside dans la volonté de l'implication des EPCI à financer et porter les actions dans le temps même si celles-ci se voyaient moins bien ou plus financés par l'Etat.

Suite à une question de Monsieur Melin, Monsieur Decoupigny précise que les actions retenues dans le cadre du PCAET seront présentées aux deux intercommunalités qui décideront de leur gouvernance et de leur portage (PETR, EPCI, Communes, Partenaires...).

Pour conclure, Monsieur Bachelet invite les membres à étudier le questionnaire remis et à y apporter une réponse en précisant que le travail engagé reste une consultation des élus du territoire sur leur positionnement vis-à-vis du plan d'actions du Plan Climat. Cette étude sera alimentée également par des temps de réflexion proposés lors de commissions thématiques.

## **QUESTIONS DIVERSES**

Monsieur Bridoux tient à remercier le travail effectué par les équipes du PETR concernant le Plan Climat. Il souhaite rappeler ensuite qu'il avait été évoqué dans de précédentes réunions la nécessité de redéfinir clairement les missions du PETR et souhaite savoir si cette question sera soulevée. Enfin, il souhaite savoir quand sera disponible le rapport de la DRGFIP sur la loi LOM engagé fin 2020 dont les conclusions doivent être rendues pour début février.

Pour répondre à ces interrogations, Monsieur Bachelet rappelle la tenue d'une réunion de Bureau consacrée au cadrage des missions et de l'organisation du PETR le jeudi suivant. Concernant le rapport de la DGFIP, il devrait être rendu début février et une réunion sera alors organisée pour l'exposer aux deux EPCI.

Monsieur Demoncheaux et Monsieur Congy rappellent que la décision de la prise de compétence Mobilités revient à chacune des EPCI, ce que confirme Monsieur Bachelet qui rappelle que le PETR a proposé cette étude comme une aide aux EPCI afin de se positionner sur le sujet.

Monsieur Decoupigny propose donc une restitution de l'étude DRGFIP lors d'une prochaine séance de Bureau, avec présentation préalable en commission mobilité du PETR, ainsi qu'au sein des instances de chaque EPCI si elles le souhaitent.

Monsieur Bachelet rappelle que le chargé de mission Mobilité, Monsieur Timothée Ternon, est à la disposition des EPCI comme interlocuteur sur le sujet. Une réunion de Bureau sera donc organisée en présence de la DRGFIP pour présenter les conclusions du rapport avant fin février.

Monsieur Bridoux souhaite ajouter que cette réunion est nécessaire afin de clarifier les incohérences dans les informations reçues des différents partenaires rencontrés concernant la prise de compétence Mobilités par les EPCI qui ne permettent pas à ce jour un positionnement pour sa Communauté de Communes.

Aucune autre remarque n'est soulevée par les membres du Comité Syndical.

Monsieur BACHELET remercie les membres et clôt la séance.

La séance est levée à 16h30.